

*DIVISION ACHATS  
BUREAU SERVICE ET MAINTENANCE DES STRUCTURES MEDICALES*

# **MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

## **APPEL D'OFFRES OUVERT**

(Art. R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique)

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**N°DAF\_2025\_001398/PFAF-S/ACHATS/SMSM du 22/09/2025**

Relatif à

**« Maintenance préventive et corrective des installations et systèmes de sécurité incendie (SSI) et de l'extinction automatique par gaz des locaux serveurs, autocom et de la brumisation des groupes électrogènes au profit de l'HNIA Laveran (13). »**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – HYGIENE ET SECURITE .....</b>	<b>3</b>
2.1    PRESENTATION DU SITE .....	3
2.2    QUALIFICATION DU TITULAIRE .....	3
2.3    QUALIFICATION DU PERSONNEL DE L'ENTREPRISE.....	3
2.4    REGLEMENTATIONS ET PRESCRIPTIONS A OBSERVER.....	4
2.5    ACCES SUR SITES .....	4
<b>ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>5</b>
4.1    ETAT INITIAL .....	5
4.2    PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS ET DES EQUIPEMENTS .....	5
4.3    ETAT EN FIN DE CONTRAT .....	5
<b>ARTICLE 5 – PRESTATIONS FORFAITAIRES .....</b>	<b>5</b>
5.1    MAINTENANCE DES SDI ET CMSI .....	5
5.1.1    Maintenance préventive.....	6
5.1.2    Maintenance corrective.....	7
5.2    MAINTENANCE DES PARTIES MECANIQUES.....	7
5.2.1    Maintenance préventive.....	7
5.2.2    Maintenance corrective.....	9
5.3    MAINTENANCE CORRECTIVE EXTINCTION AUTOMATIQUE REMPLACEMENT DES MATERIEL 2025/2026	9
5.4    CONTROLES REGLEMENTAIRES ET COMMISSION INCENDIE.....	11
<b>ARTICLE 6 – PRESTATION HORS FORFAIT .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7 – OBLIGATION DES PARTIES .....</b>	<b>12</b>
7.1    OBLIGATIONS DE L'HNIA LAVERAN .....	12
7.2    OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
<b>ARTICLE 8 – CONTROLE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>13</b>
8.1    RAPPORTS ET REGISTRES DE SECURITE .....	13
8.1.1    Etat descriptif .....	13
8.1.2    Livret de maintenance.....	13
8.1.3    Rapport d'intervention.....	13
8.1.4    Fiche d'intervention .....	14
8.2    REUNIONS.....	14
8.3    COMPTE-RENDU DE REUNION .....	14
8.4    BILAN ANNUEL .....	14
<b>ARTICLE 9 – PLAN DE PROGRES .....</b>	<b>15</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective du système de sécurité incendie (SSI) et de l'extinction automatique par gaz des locaux serveurs, autocom et de la brumisation des groupes électrogènes au profit de l'HNIA Laveran (13), soit :

- une garantie totale (préventif et correctif), pièces détachées et main d'œuvre comprises, sur le système de détection incendie (SDI) et le centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) ;
- une maintenance préventive et une maintenance corrective à l'intervention sur les parties mécaniques liées aux asservissements ;
- une maintenance préventive et une maintenance corrective du système de désenfumage (mécanique et naturel) ;
- une maintenance préventive et corrective à l'intervention sur l'extinction automatique des locaux serveurs et autocom ;
- une maintenance préventive et corrective à l'intervention sur l'extinction automatique des groupes électrogènes

## **ARTICLE 2 – HYGIENE ET SECURITE**

### ***2.1 Présentation du site***

Le site est constitué d'un ensemble immobilier comprenant un bâtiment principal, le Monobloc, construit en 1962/1963, auquel sont venus se greffer plusieurs bâtiments construits à des époques différentes en extension du bâtiment principal au fur et à mesure des besoins hospitaliers.

Ce groupement d'établissements est constitué des bâtiments suivants :

- le Monobloc (bâtiment principal) (R+ 6 / R+8 partiel), bâti sur deux sous-sols ;
- l'extension bloc technique (bâtiment n°014) ;
- le bâtiment REVIL (bâtiment n°023) ;
- la crèche (bâtiment n°4) ;
- le bâtiment des services logistiques (bâtiment n°002) ;
- le bâtiment administratif (bâtiment n°034) ;
- le bâtiment des Urgences.

C'est un établissement recevant du public de 2ème catégorie de type U, avec activités annexes de type R (Etablissement d'éveil) et N (restaurant) pour un effectif de 1 325 personnes et 228 lits.

L'ensemble de ces bâtiments non isolés entre eux constitue un établissement unique au sens de l'article GN2 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié

L'Hôpital d'Instruction des Armées « LAVERAN » se situe à Marseille dans le département des Bouches du Rhône (13). Ses coordonnées géographiques sont les suivantes :

- Latitude : 43°19'30.628" N
- Longitude : 5°24'52.644"E.
- Altitude : environ 100 mètres NGF

L'établissement est localisé à Marseille, dans le 13ème arrondissement, au 34 boulevard Laveran. Il se trouve à environ 6 km au Nord Est de la Gare SNCF St Charles. Il est dans le périmètre de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole.

### ***2.2 Qualification du titulaire***

Le titulaire devra obligatoirement posséder les certifications APSAD I7, « conception, réalisation et vérification de conformité des installations » et F7 « vérification et maintenance des systèmes de détection d'incendie et centralisateur de mise en sécurité ».

Ces documents seront remis annuellement à l'administration, au plus tard dans le mois suivant chaque reconduction. Ils devront être valables pour l'année en cours.

Le non-respect de cette clause entraînera obligatoirement la résiliation de ce marché après mise en demeure, aux torts du titulaire.

### ***2.3 Qualification du personnel de l'entreprise***

En milieu hospitalier, le fonctionnement permanent SSI représente une obligation qui conditionne la sécurité des patients. Ce bon fonctionnement ne peut être garanti que par une maintenance préventive sérieuse ainsi que par une maintenance corrective réalisée dans un délai d'intervention très rapide, en cas de défaillance du SSI.

Les opérations de maintenance devront être réalisées par du personnel habilité pour intervenir sur les systèmes de sécurité incendie aux niveaux d'accès III et IV tels qu'ils sont définis dans la norme NF S 61- 931.

De plus, le personnel opérant sur l'hôpital sera habilité pour intervenir sur les systèmes électriques, courants faibles et courants forts, suivant la publication UTE C 18-510.

Chaque année, une copie des titres d'habilitation sera remise à l'administration.

Le non-respect de la transmission des habilitations entraînera l'application des pénalités prévues.

## **2.4 Réglementations et prescriptions à observer**

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation et les normes en vigueur et plus particulièrement :

- Le code du travail ;
- Code de la construction et de l'habitation – Article R 123-43 ;
- pour les établissements du 1er groupe (1ère à 4ème catégories): l'arrêté du 25 juin 1980 modifié (notamment les articles GE 6 à GE 9, DF5, DF 7, DF 8, MS 30, MS 46 § 1f, MS 58, MS 68 et MS 73, L52) ;
- l'objectif de la maintenance des systèmes de sécurité incendie est défini dans les généralités de la règle APSAD R7, R13.
- Le décret n°2002-460 du 4 avril 2002 relatif à la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants ;
- L'ensemble des normes relatives au système de sécurité incendie (SSI) éditées par l'AFNOR, et plus particulièrement :
  - o NF S 61-931 : systèmes de sécurité incendie, dispositions générales ;
  - o NF S 61-932 : systèmes de sécurité incendie, règles d'installation ;
  - o NF S 61-933 : systèmes de sécurité incendie, règles d'exploitation et de maintenance ;
  - o NF S 61-934 : systèmes de sécurité incendie, centralisateur de mise en sécurité ;
  - o NF S 61-935 : systèmes de sécurité incendie, dispositifs actionnés de sécurité (DAS).
- NORME NF S 61 930 à NF 61.970.
- Les certifications APSAD I7 (conception, réalisation et vérification de conformité des installations) et F7 (vérification et maintenance des systèmes de détection d'incendie et centralisateur de mise en sécurité).
- Règlement de sécurité pris en application de : U 4, OA 3, REF 5 (dispositions particulières 1ère à 4ème catégories) ; pour les établissements du 2ème groupe (5ème catégorie) : l'arrêté du 22 juin 1990 modifié (article PE 4).
- Arrêté du 23 mai 1989 relatif aux établissements de type U ;
- Arrêté du 10 décembre 2004 ;
- Arrêté du 02 février 1993 ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;

Les prestations devront être en conformité avec les normes françaises et européennes.

Le titulaire devra appliquer tout texte à paraître afférent au domaine traité par le présent marché pendant la durée d'exécution du marché.

## **2.5 Accès sur sites**

L'autorité chargée de délivrer l'autorisation spéciale d'accès aux installations est le Médecin Général, Médecin-chef de l'HNIA Laveran et par délégation le gestionnaire ou l'officier sécurité, ou le chef du service sécurité incendie.

Le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire, sans indemnité, l'accès de l'établissement et de ses dépendances aux techniciens, ainsi qu'aux personnels d'encadrement, jugés par lui indésirables ou ne donnant pas satisfaction. L'entreprise s'engage à retirer, sur simple demande de l'HNIA Laveran, tout technicien ou personnel d'encadrement qui contreviendrait aux prescriptions ci-dessus.

Le titulaire doit remettre, au sein de son offre, une liste indiquant les noms et titres qualificatifs du responsable de la maintenance du titulaire et de son éventuel remplaçant ainsi que des techniciens qui interviendront sur les installations. Cette liste sera transmise pour avis à la Direction du Renseignement de la sécurité de la défense (DRSD). Aussi, il est possible que du personnel du titulaire soit écarté au regard des exigences de sécurité et de comportement observés par la DRSD.

Le titulaire s'engage à tenir à jour la liste du personnel intervenant et de signaler toute modification au conseiller incendie de HNIA Laveran.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité, un badge ou un vêtement professionnel indiquant clairement son appartenance à l'entreprise. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le Médecin-chef de l'HNIA Laveran en matière d'intervention des entreprises sur le site.

### **ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS**

Le marché prévoit la prise en charge par le prestataire des matériels existants à la date de signature et les matériels à venir. A ce jour, les installations et équipements concernés sont définis à l'annexe 2 du CCTP. Cette liste est exhaustive et devra être vérifiée lors de la visite préalable.

Durant l'exécution du marché et dans tous les documents associés (bons de commandes, factures, devis, bilans, carnets d'entretien, etc.), le titulaire a l'obligation d'utiliser, le cas échéant, la numérotation interne de chaque établissement pour nommer les matériels de l'établissement.

Le titulaire désignera le cadre de son entreprise en charge d'assurer la responsabilité et le suivi des prestations. Ce dernier devra répondre à toute convocation de chaque établissement pendant la durée du marché.

### **ARTICLE 4 – CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS**

#### ***4.1 Etat initial***

Le titulaire est réputé être parfaitement informé de la constitution du site et des caractéristiques des installations et des équipements dont il doit assurer l'entretien et la surveillance. Il reconnaît avoir pris connaissance, vérifié et complété, par toute visite nécessaire, les données indispensables à l'exploitation, à l'entretien et aux réparations des installations.

Le titulaire reconnaît explicitement avoir pris connaissance de l'état des appareils et avoir disposé de tous les éléments lui permettant d'apprécier et d'évaluer sous sa pleine responsabilité les prestations faisant l'objet du présent marché.

#### ***4.2 Prise en charge des installations et des équipements***

A la date de notification, les installations et les équipements sont réputés conformes à leurs caractéristiques de base. Toutefois, le titulaire aura un délai pour prendre en compte ces installations et équipements.

Il devra fournir, dans les 10 jours après la notification, une date à la visite préalable afin que le service d'incendie ou le représentant de l'établissement concerné en informe les zones sensibles.

Le prestataire dispose ensuite d'un délai de 2 mois à compter de la notification pour transmettre à l'établissement (par envoi recommandé avec AR) le rapport de contrôle et de prise en charge des installations et des équipements précisant les éventuelles anomalies constatées et les solutions envisagées pour y remédier. Si des travaux sont nécessaires, un devis tenant compte, entre autre, des éléments mentionnés dans l'annexe de l'acte d'engagement devra être fourni aux établissements concernés. Une fois validé, les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

Passé ce délai, il ne pourra en aucune façon arguer d'une insuffisance de l'état technique des appareils ou de leur entretien passé, pour demander des travaux de remise à niveau, élever une quelconque réclamation ou ne pas satisfaire à ses obligations.

La non-transmission de ce rapport de contrôle et de prise en charge entraînera l'application de la pénalité prévue.

#### ***4.3 Etat en fin de contrat***

Un état des lieux sera dressé 2 mois avant la date d'expiration du marché.

Les installations et les équipements rendus par le titulaire du marché devront être dans un bon état de fonctionnement et de propreté. Dans le cas contraire, il appartiendrait au titulaire de faire exécuter les opérations correctives nécessaires 1 mois avant l'échéance du contrat. A défaut, ceux-ci seront réalisés sur l'initiative de l'HNIA Laveran, aux frais de l'entreprise titulaire du marché

### **ARTICLE 5 – PRESTATIONS FORFAITAIRES**

#### ***5.1 Maintenance des SDI et CMSI***

Le titulaire s'engage à maintenir en bon état de fonctionnement les SDI et CMSI. Il s'agit d'un forfait de maintenance global (préventif + correctif), main d'œuvre, frais de déplacement et pièces détachées incluses.

### 5.1.1 Maintenance préventive

#### 5.1.1.1 Dispositions générales

Les opérations d'entretien préventif sont destinées à réduire les risques de panne des installations afin de tendre vers des performances optimales de fonctionnement attendues en milieu hospitalier en vue d'assurer la sécurité des patients.

Le titulaire effectue deux visites par an.

Toute opération de maintenance préventive qui implique la mise hors service temporaire d'une partie du SSI doit obligatoirement faire l'objet d'une prévision précise.

Un planning prévisionnel des interventions préventives devra être transmis, à l'établissement au plus tard un mois après la notification du marché pour la première année d'exécution et au plus tard fin janvier pour les années suivantes.

La non-transmission de ce planning entraînera l'application de la pénalité prévue.

Pour chaque visite, le titulaire prend contact avec le conseiller incendie de l'HNIA Laveran, au moins un mois à l'avance, afin de convenir d'un rendez-vous. Au cours des visites de maintenance préventive, l'HNIA Laveran met un personnel à disposition du titulaire afin d'assister ce dernier et assurer le réarmement des organes asservis.

Le titulaire délivre un rapport de visite, dès la fin de l'intervention, signé par les deux parties. Un exemplaire est annexé au carnet de contrôle du système de sécurité. Ce document mentionne :

- les résultats des vérifications, inspections, essais et contrôles effectués ;
- les observations relevées ;
- les travaux de remise en ordre jugés nécessaires.

La non-transmission du rapport de visite entraînera l'application de la pénalité prévue.

#### 5.1.1.2 Nature des prestations

##### ➤ Examen des documents d'exploitation

- notice d'utilisation et d'exploitation ;
- carnet de contrôle du système de sécurité (registre de sécurité de L'HNIA Laveran) ;
- schéma synoptique de la configuration ;
- base de données ayant servi à la programmation ;
- organisation des alarmes ;
- notices techniques des appareils.

##### ➤ Inspection visuelle de l'installation avec contrôle de

- l'état des détecteurs et date de leur dernier reconditionnement ;
- l'état du câblage de l'installation ;
- l'état des tableaux d'alarme ;
- l'état de la batterie et de la pile (3ème source) ;
- l'état des écrans, récepteurs, et imprimantes ;
- l'état des portes coupe-feu asservies (nombre et emplacement en annexe).

##### ➤ Inspection visuelle de l'installation avec vérifications

- du respect des normes, règles et textes officiels ;
- du positionnement des détecteurs par rapport aux modifications du risque survenu depuis les précédentes inspections : construction de nouveaux locaux en communication avec les locaux surveillés, changement d'affectation des locaux, mise en place ou suppression de cloisons, faux planchers, faux plafonds, de chauffage, de conditionnement d'air, maintien de la bonne tenue des petits locaux attenants ou des espaces cachés qui n'avaient pas été équipés de détecteurs ;
- du respect des impératifs d'exploitation (environnement), des sauvegardes et des problèmes et consignes de sécurité.

##### ➤ Contrôles techniques et opérations de maintenance

Le contrôle technique de l'installation a pour but de s'assurer que toutes les fonctions sont correctement remplies.

Avant toute manipulation, les commandes d'organes externes liées aux fonctions susceptibles d'être inutilement ou dangereusement actionnées lors des opérations de vérification sont neutralisées. Cette neutralisation se fait en présence du responsable Sécurité Incendie de l'HNIA Laveran :

- contrôle des différentes sources d'alimentation : contrôles des tensions-courants, serrage des connexions, dépoussiérage ;
- contrôle du signal de dérangement ;

- essai de fonctionnement des détecteurs (cet essai a pour but de vérifier la réponse de chaque détecteur au phénomène physique qu'il est chargé de détecter et est réalisé par la sollicitation de chaque détecteur à l'aide d'un générateur approprié. Une des boucles ou zones au moins est testée avec l'alimentation principale coupée. En aucun cas, cet essai ne peut être confondu avec la vérification du niveau de performance proposée dans les visites de conformité et réalisée au moyen de foyers types) ;
- contrôle du bon fonctionnement des indicateurs d'action ;
- essai des avertisseurs sonores et lumineux pour chaque zone ou boucle testée selon la procédure à définir ;
- vérification et essai des tableaux de signalisation : coupure secteur, test des lampes, signalisation de mise en/hors service, alarmes défauts, contrôles des fonctions asservissements selon la procédure à définir de manière commune ;
- essai des dispositifs de transmission des alarmes et des dérangements à la centrale de télésurveillance ;
- mise à jour si nécessaire de l'unité d'aide à l'exploitation.

#### ➤ **Reconditionnement, révision des détecteurs et remplacement des éléments à durée de vie limitée**

Le maintien du niveau de performance constaté lors de la mise en service de sécurité, entraîne le reconditionnement, la révision et le remplacement de certains petits matériels de façon conditionnelle ou systématique avec des périodes définies :

- le reconditionnement est effectué, par échange standard, pour les détecteurs optiques et/ou thermiques à réviser chaque année;
- remplacement des batteries de secours des centrales tous les 4 ans. Il s'agit de mesurer chaque année leur autonomie par un essai de décharge dans les conditions de service spécifiées, fixées par la norme. Si l'autonomie mesurée est inférieure à l'autonomie assignée, la batterie doit être remplacée par un appareil neuf
- remplacement des sources auxiliaires une fois par an.
- remplacement des sources auxiliaires des ouvrants de façades

Pendant toute la durée du marché, le reconditionnement des différentes natures de détecteurs doit être réalisé en conformité avec les réglementations et normes en vigueur ou entrant en vigueur. Le titulaire assure le reconditionnement des détecteurs tous les 4 ans à raison d'un taux de renouvellement de 25% par an.

#### 5.1.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective doit être assurée par le titulaire 7j/7 et 24h/24.

Dès notification du marché et dans un délai de 15 jours ouvrés, le titulaire s'engage à mettre à disposition sur site un lot de pièces détachées pouvant permettre une réparation dans les plus brefs délais (cartes, déclencheurs manuels, cartouches CO2 détecteurs...).

Le non-respect du délai de mise à disposition entraînera l'application de la pénalité prévue.

Toute mesure compensatoire prise par HNIA Laveran en cas de non réparation est à la charge du titulaire du présent marché. Les opérations de maintenance corrective sont déclenchées sur appel de l'officier de permanence, par le responsable incendie de l'HNIA Laveran ou par le PC sécurité incendie.

Chaque intervention fait partie intégrante du forfait de maintenance globale et doit inclure :

- la remise aux normes systématique des installations de détection incendie ;
- le remplacement de tout élément à usure normale et les pièces détachées défectueuses du système ;
- la mise à jour des adresses et/ou libellés lors de changement d'affectation des locaux ;
- le déplacement et le coût de main d'œuvre.

### **5.2 Maintenance des parties mécaniques**

Il s'agit d'une maintenance préventive forfaitisée et d'une maintenance corrective forfaitaire à l'intervention incluant le remplacement des pièces détachées dont le montant est inférieur à 1 000 € HT l'unité.

#### 5.2.1 Maintenance préventive

##### 5.2.1.1 Dispositions générales

Confère 5.1.1.1.

La maintenance préventive des parties mécaniques peut être couplée avec celle du système de détection automatique.

### 5.2.1.2 Nature des prestations

#### ➤ Contrôles techniques et opérations de maintenance

- essai des dispositifs de relayage de mise en sécurité (mise en fonction de l'éclairage de sécurité, non-stop ascenseurs) ;
- essai des portes à fermeture automatique, rideaux et portes à dévêtissement vertical : contact de position ;
- essai des clapets, volets, trappes et ouvrants ;
- contrôle s'il y a lieu des cartouches CO2 utilisées en tant que source de sécurité des alimentations pneumatiques de sécurité par pesage (la masse de CO2 ne doit pas être inférieure à 90% de la masse nette d'origine) ;
- examen du passage en position de sécurité des DAS (dispositifs actionnés de sécurité) ;
- essai/nettoyage des coffrets de relayage pour ventilateurs de désenfumage ;
- nettoyage des conduits de désenfumage ;
- essai des exutoires, ouvrants et clapets ;
- essai des volets ;
- examen visuel de chaque DAS, y compris ceux qui disposent d'un réarmement à distance ;
- examen du passage en position de sécurité des dispositifs commandés terminaux ((DCT) ;
- remplacement des batteries alimentant les ouvrants de façade ;
- remplacement des batteries du CMSI.

#### ➤ Désenfumage mécanique et naturel

Les vérifications et contrôles devront être effectués en application des articles et normes suivants :

- article DF 9 du règlement de sécurité incendie 25 juin 1980 ;
- article DF 10 du règlement de sécurité incendie 25 juin 1980 ;
- article MS 68 du règlement de sécurité incendie 25 juin 1980 ;
- article MS 69 du règlement de sécurité incendie 25 juin 1980 ;
- article GE 6 à GE 10 règlement de sécurité incendie 28 mars 2007 ;
- NFS 61 933.

L'ensemble des installations de désenfumage, devra être vérifié.

- 112 volets ;
- 35 ouvrants ;
- 10 exutoires dont 8 commandes pneumatiques ;
- 40 clapets CF ;
- 61 portes coupe-feu ;
- 12 tourelles en toiture et 6 caissons ;
- treuil mécanique 15 ;
- ouvrant mécanique 4 ;
- ouvrant commande pneumatique 12.

Le titulaire fourni les éventuelles cartouches de CO2 pour les essais.

- constat :
  - o de l'intégrité des DAS ;
  - o de l'absence d'obstacles à l'ouverture/fermeture des DAS ;
  - o de l'intégrité du support.
- Examen visuel de l'état général extérieur, de son environnement et de sa position d'attente
- Contrôle de la présence des joints intumescents (si inclus dans la conception initiale).
- Essais de déclenchement de chaque DAS télécommandé et essai de réarmement à distance
- constat de la présence de l'intégrité des grilles de volets de désenfumage et des ouvrants d'amenée d'air

Pour chaque coffret de relayage :

- constat :
  - o de l'intégrité du coffret ;
  - o du bon état général des raccordements électriques.
- examen visuel :
  - o intégrité du boîtier du coffret de relayage ;
  - o intégrité des raccordements électriques (câbles, présence des presses étoupes).

Pour chaque ventilateur :

- constat :
  - o de l'intégrité du DCT ;
  - o de l'absence d'obstacles à l'entrée/sortie du ventilateur ;
  - o de la présence et de l'intégrité des dispositifs associés au DCT.



- Contrôle visuel de l'état de propreté et d'absence de corps étrangers.
- S'assurer du fonctionnement des dispositifs concourant au report de position :
  - o contrôleur d'isolement ;
  - o absence de tension à l'entrée du coffret de relayage ;
  - o pressostat ;
  - o interrupteur-sectionneur de proximité.
- Commande arrêt pompiers : lorsque la mise à l'arrêt du ventilateur est commandée au moyen d'une clef, vérifier que celle-ci est tenue à disposition des services d'incendie et de secours.

Annuellement :

- mesures des débits d'air (DF10) ;
- mesures intensité des moteurs ;
- mesures consommations des moteurs.

#### Remplacement des éléments à durée de vie limitée :

Le remplacement de toutes pièces détachées afférentes à ces dispositifs doit faire l'objet d'un devis si le coût unitaire de ces pièces est supérieur à 1 000 € HT. Un bon de commande pourra être notifié par la suite.

Les éventuelles réparations devront être effectuées en conformité avec les réglementations et normes en vigueur ou entrant en vigueur.

#### 5.2.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective doit être assurée par le titulaire 7j/7 et 24h/24.

Le délai d'intervention sera de maximum 2 heures, 7 jours sur 7, toute l'année.

Le non-respect des délais d'intervention entraînera l'application de la pénalité prévue.

Les opérations de maintenance corrective sont déclenchées sur appel téléphonique (puis confirmées par mail) par le personnel du service de sécurité incendie suivant :

- le conseiller incendie
- L'officier de permanence
- le chef d'équipe présent au poste central de sécurité Incendie (PCSI).

Chaque intervention fait l'objet d'une facturation au titre du marché et doit comporter :

- la remise aux normes systématique des installations mécaniques ;
- le remplacement de tout élément à usure normale et les pièces détachées défectueuses du système,

La facturation des pièces détachées suivantes : Porte de recoupement, ouvrants et moteurs de désenfumage, clapets CCF se fait hors forfait, sur présentation d'un devis. Un bon de commande pourra être notifié par la suite.

#### Les principes d'interventions au sein des zones à environnement contrôlé doivent correspondre aux recommandations du CCLIN et aux normes en vigueur. Ils sont, en autres, les suivants :

- le respect des protocoles de lutte contre les infections nosocomiales établis par l'HNIA Laveran pour les interventions au sein des salles blanches à environnement contrôlé ;
- l'habillage spécifique obligatoire avant intervention dans les zones à environnement contrôlé. En cas de refus du titulaire cela entraînera une rupture des clauses du marché et donc une rupture du marché ;
- la désinfection des outillages et pièces nécessaires à l'intervention technique ;
- prendre toutes les dispositions utiles en amont de l'intervention afin de limiter les propagations de bruits et de poussières. Si toutefois le titulaire ne pouvait pas intervenir sans générer de poussière, il doit préalablement à son intervention obtenir l'accord formel du représentant du bénéficiaire ;
- assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats éventuels conformément aux dispositions imposées dans le cadre de l'alinéa précédent.

Le non-respect de ces protocoles entraînera l'application de la pénalité prévue.

### **5.3 Maintenance corrective extinction automatique REMPLACEMENT DES MATERIEL 2025/2026**

#### ➤ **Examen des documents d'exploitation**

- notice d'utilisation et d'exploitation ;
- carnet de contrôle du système de sécurité ;
- plan d'installation.

➤ **Inspection visuelle de l'installation**

- contrôle de conformité de l'installation, avec les documents d'exploitation et de son adéquation au risque ;
- contrôle de l'état du câblage, des tableaux, des organes de signalisation sonores et visuels, des flexibles de raccordement ;
- vérification visuelle de la structure des locaux protégés et de leur étanchéité afin de déceler la grande majorité des fuites éventuelles, en regard à l'utilisation d'agent extincteur gazeux.

➤ **Contrôles techniques et opérations de maintenance**

Le contrôle technique de l'installation a pour but de s'assurer que toutes les fonctions sont correctement remplies. Avant toute manipulation, les commandes d'émission de l'agent extincteur seront neutralisées. Cette neutralisation se fera en présence du responsable sécurité de HNIA Laveran.

➤ **Contrôle des différentes sources d'alimentation**

- contrôle des tensions-courants ;
- serrage des connexions ;
- remplacement si nécessaire des piles et batteries.

➤ **Vérification complète des tableaux de commande, de signalisation d'alarme, alarmes sonores**

Essais de cycle extinction par secteur ou par zone :

- 1 essai en cycle automatique ;
- 1 essai en commande manuelle ;
- affiches lumineuses ;
- avertisseurs sonores d'évacuation ;
- contrôle de la temporisation avant la commande d'extinction ;
- vérification par simulation des commandes d'extinction (déclencheurs pyrotechniques débranchés) ;
- essai de fonctionnement des dispositifs de signalisation des dérangements ;
- essai des fonctions asservies (coupure climatisation fermeture des clapets et portes, renvoi à distance...) ;
- contrôle de la pression dans les bouteilles de FM 200 ;
- contrôles de la charge dans les bouteilles de CO2 ;
- remplacement si nécessaire de la ou des bouteilles dont la pression ou des charges excéderait la limite autorisée par les documents techniques.

**IMPORTANT**

L'arrêté du 20/11/2017 régit le suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples et en particulier l'épreuve hydraulique.

Le titulaire devra se charger de cette réépreuve en concertation avec HNIA Laveran

➤ **Mesure d'étanchéité des locaux**

L'étanchéité du local protégé est contrôlée par l'essai d'étanchéité au ventilateur. 1 fois par an.

Avant de procéder à l'essai, une vérification visuelle pourra être effectuée pour déceler la grande majorité des fuites potentielles.

Si les résultats de l'essai ne sont pas satisfaisants, une vérification visuelle devra être effectuée pour localiser les fuites. L'étanchéité du local est jugée satisfaisante lors que le temps de rétention calculé du gaz extincteur est supérieur ou égal au temps d'imprégnation. Dans tous les cas, il ne pourra être inférieur à 10 minutes. Le temps de rétention est calculé pour une hauteur protégée correspondant par défaut au ¾ de la hauteur du local conformément à la règle NFPA 12 A.

Les résultats de l'essai sont conservés dans le registre de sécurité de HNIA Laveran et annexés au rapport d'intervention. Vérification visuelle à effectuer si les résultats de l'essai au ventilateur ne sont pas satisfaisants :

- discontinuités de la paroi obturées ;
- absence de passage entre les façades et, le plancher bas et haut, l'allège, les poteaux et cloisons ;
- étanchéité au niveau des joints de dilatation ;
- rebouchage satisfaisant en partie haute et sur les côtés des murs et cloisons ;
- les murs en agglomérés de ciment doivent être enduits des deux faces ;
- absence de rebouchage sommaire au plâtre sur un « bourrage » en papier, ou en mousse plastique alvéolaire ;
- absence d'espace entre le faux plancher et le muret d'isolement sous-jacent délimitant différents volumes d'extinction ;
- absence d'espace sous les bâtis de porte ;
- cloisons industrialisées avec procès-verbal de résistance au feu ;
- absence de fissures, en particulier le long des huisseries et au niveau du raccordement des cloisons maçonnées sur les structures béton ;

- la fermeture de tous les conduits de ventilation traversant les parois de chaque volume protégé et équipés de clapets asservies à la confirmation d'alarme.

#### **5.4 Contrôles réglementaires et commission incendie**

Les contrôles réglementaires des équipements ci-dessous seront réalisés par un organisme extérieur accrédité suivant la NFS 61-933 au sein des établissements concernés.

Le titulaire doit, au titre du marché, l'assistance aux organismes agréés pour tout contrôle périodique réglementaire, y compris les épreuves des matériels. Il sera prévenu par écrit par l'établissement 4 à 5 semaines avant la date de chaque contrôle.

Les remarques relatives aux installations feront donc l'objet d'un compte rendu rédigé par l'organisme de contrôle ; ces comptes rendus seront remis au titulaire pour action.

Le titulaire tiendra à jour un dossier des remarques des organismes de contrôle, en les ordonnant de telle sorte à distinguer par lot technique et par degré d'urgence :

- les travaux effectués ;
- les travaux non effectués.

Ce dossier sera transmis à l'établissement ou son représentant.

Dans un délai de 3 mois suivant la visite, le titulaire fournira un rapport synthétisant ce dossier, par degré d'urgence, et indiquant entre autres :

- la date de remise des remarques ;
- le nombre de remarques reçues ;
- le nombre de remarques exécutées ;
- les dates d'exécution des remarques ;
- le nombre des remarques non exécutées avec un délai prévisionnel d'exécution ;
- les remarques sous devis avec le numéro de devis fourni à l'établissement.

La non-transmission de ce rapport entraînera l'application de la pénalité prévue.

Dans le cas de levée de remarque, le numéro du bureau de contrôle doit absolument figurer sur les documents transmis à l'établissement (rapport(s) d'intervention(s) si opération(s) comprise(s) dans le forfait et/ou devis si opération(s) hors forfait).

Chaque rapport d'intervention ou devis devra faire apparaître en plus le numéro de la remarque, son intitulé et sa criticité ainsi que le numéro de rapport.

Le titulaire devra être présent au titre du marché durant les inspections des commissions incendie au sein des établissements concernés.

Le titulaire devra être présent avec le représentant technique responsable du site concerné durant la réunion ainsi qu'un technicien qui participera aux essais incendie de la commission.

#### **ARTICLE 6 – PRESTATION HORS FORFAIT**

Les pièces détachées, dont la valeur est supérieure à 1 000 € HT l'unité et non comprises dans le BPU du marché, seront remplacées et/ou ajoutées, aux installations de l'HNIA, sur devis accompagné d'un justificatif d'achat.

Si le titulaire est son propre constructeur de pièces détachées, celui-ci proposera un justificatif via un extrait de son catalogue qui peut être une capture d'écran de son catalogue électronique indiquant le prix d'achat du matériel.

Le devis devra également indiquer, entre autres, le coût de la main d'œuvre (coût horaire, personnel nécessaire, temps estimé...), les frais de déplacement, le prix unitaire des pièces détachées et le coefficient de marge associé.

Il devra tenir compte des éléments indiqués en annexes financières n°2 (a) et 2 (b) de l'acte d'engagement.

Une fois celui-ci validé par écrit par l'HIA, des bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins (les bons de commande devront comporter obligatoirement la référence du marché pour permettre une facturation conforme aux règles du marché : à l'inverse, toute facture sur laquelle n'aurait pas été reportée une référence de commande Chorus sera systématiquement rejetée par la DAPSA), cf. article 3.2 du CCAP.

Si en cours d'exécution des travaux, des modifications ou des compléments de prestations sont demandés par l'HIA, un nouveau devis global sera établi par le titulaire et une nouvelle commande sera réalisée par l'établissement. Les documents précédents seront annulés par les deux parties.

## **ARTICLE 7 – OBLIGATION DES PARTIES**

### ***7.1 Obligations de l'HNIA Laveran***

Dans le cadre de l'exploitation du système de sécurité incendie, l'HNIA Laveran s'engage à :

- veiller à ce que les textes réglementaires soient respectés et plus généralement à ce que toutes les mesures de sécurité soient prises ;
- faciliter l'accès aux locaux, aux matériels à contrôler ou à maintenir ;
- procurer tous les documents nécessaires à l'exécution de la mission du titulaire ;
- mettre gratuitement à la disposition du titulaire l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches relevant de ses prestations ;
- veiller à l'application des dispositions du décret du 20 février 1992 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- utiliser le système de sécurité dont il a la charge conformément aux prescriptions, notices d'exploitation et documents du concepteur du système de sécurité ;
- tenir à jour le carnet de contrôle du système de sécurité sur lequel sont consignées toutes les observations faites en cours d'exploitation (alarmes, dérangements, défauts, etc...) ;
- procéder aux vérifications, contrôles, essais qui sont sous sa responsabilité (tests voyants, vérifications sources auxiliaires, etc...)
- respecter les procédures de sauvegarde propres aux systèmes informatiques ;
- approvisionner les produits consommables indispensables à la bonne marche des systèmes (disques, disquettes, bandes magnétiques, papier pour imprimante, etc...) en respectant la qualité et les caractéristiques techniques préconisées par le constructeur.

### ***7.2 Obligations du titulaire***

Le titulaire a une obligation de résultat, pour cela, il s'engage à disposer de tous les moyens nécessaires humains, matériels, pour assurer les engagements du présent marché en tout temps et en toutes circonstances,

Le titulaire aura l'obligation d'informer le bénéficiaire de toutes nouvelles dispositions réglementaires applicables de fait.

Il suggérera les améliorations d'installations ou le remplacement des matériels indispensables à un fonctionnement régulier et permanent des installations.

Toutes opérations de maintenance visant à modifier en partie ou en totalité les installations existantes doivent au préalable être soumises à l'autorisation de l'établissement (délai de rigueur de 15 jours) et le titulaire est tenu de mettre à jour la documentation et les plans des différents appareils.

A chaque modification du nombre des appareils ou installations à entretenir, un avenant au marché sera établi.

Le titulaire devra se conformer à la réglementation en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité des conditions de travail ; il aura obligation de remplir puis retourner dans les 15 jours après notification du marché le Plan de Prévention, de Sécurité et de Protection de la Santé, en conformité avec l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et génie civil dans un organisme du ministère de la défense et en conformité avec le code du travail.

Cette prescription est un préalable à toute intervention technique.

Le titulaire doit signaler par écrit au conseiller incendie les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant clairement les conséquences que pourraient entraîner le refus de l'HNIA Laveran de prendre en compte la dépense afférente aux travaux nécessaires, dans le cas où ceux-ci seraient à sa charge.

Lorsqu'un défaut susceptible de mettre en jeu la sécurité des personnes ou des installations est décelé, le technicien concerné du titulaire doit :

- prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en sécurité du circuit concerné ;
- en rendre compte immédiatement au conseiller incendie ou à l'officier de permanence.

Les travaux de réparation indispensables doivent être réalisés sans délais.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés de son fait, soit aux personnes, soit aux installations dont il assure les diverses maintenances.

## **ARTICLE 8 – CONTROLE DE L'EXECUTION DU MARCHE**

### **8.1 Rapports et registres de sécurité**

La documentation disponible à l'hôpital (historiques, notices techniques, synoptiques, plans) est à la disposition du titulaire. En contrepartie, le titulaire est chargé de la tenir à jour et d'enregistrer toutes les modifications.

Le non-respect de cette disposition entraînerait l'application des pénalités prévues.

Après toutes modifications des installations effectuées dans le cadre du présent marché ou lors de travaux réalisés par le SID, le titulaire doit, après acceptation du procès-verbal de travaux et dans un délai de 10 jours, mettre à jour les plans et schémas des installations ainsi que le listing des installations et transmettre un exemplaire de ces plans modifiés au représentant désigné.

L'ensemble de la documentation qui est propriété de l'administration doit rester à son entière disposition sur le site.

#### **8.1.1 Etat descriptif**

Lors de toutes les opérations de maintenance annuelle, le titulaire fournira un état descriptif et quantitatif du matériel maintenu conformément à l'annexe 1.

#### **8.1.2 Livret de maintenance**

Le titulaire doit élaborer et transmettre au conseiller incendie, avant la fin du mois qui suit la signature du marché, un **livret de maintenance**, rédigé pour chaque équipement (il faut considérer un équipement comme assimilé à une centrale de détection et de ses asservissements commandés par la même centrale).

Ce dossier de maintenance préventive des installations, classé par installation, doit comporter au minimum les informations suivantes :

- identité de l'installation et son emplacement ;
- caractéristiques principales ;
- descriptif technique ;
- check list des interventions de maintenance ;
- procédures d'intervention (méthodologie) ;
- périodicité de maintenance.

Ce dossier de maintenance des installations **sera contractuel** dès le début de l'exécution du présent marché. A chaque intervention d'un technicien, ce dernier devra remplir ce livret.

La non-transmission de ce livret entraînera l'application des pénalités prévues.

#### **8.1.3 Rapport d'intervention**

Chaque rapport d'intervention ou devis devra faire apparaître, en plus le numéro de la remarque, son intitulé et sa criticité ainsi que le numéro de rapport.

Le titulaire proposera, avec son offre, un rapport d'intervention type pour acceptation par le chef du service sécurité incendie. Ce rapport d'intervention, rédigé par bâtiment et par site, portera au moins les renseignements suivants :

- type de l'intervention ;
- date d'intervention, heure d'arrivée et de départ, temps passé ;
- désignation de l'installation traitée et de tous les faits importants la concernant ;
- indication détaillée des opérations ;
- indication de tous les incidents et défauts constatés ;
- liste de tous les points vérifiés ;
- relevé des différentes valeurs mesurées ;
- liste et type des organes remplacés ;
- nom et fonction des intervenants.

Chaque opération réalisée sera annotée dans un rapport d'intervention dont le contenu précis sera explicité dans les chapitres suivants et qui devra être remis dans un délai :

- de 24h dans le cadre des interventions correctives ;
- de 15 jours dans le cadre des maintenances préventives (sauf défaillance importante).

Le rapport d'intervention sera remis par la suite au chef du service sécurité incendie à l'issue des opérations de maintenance, paraphé et daté par les deux parties.

La non-transmission de ce rapport d'intervention entraînera l'application de la pénalité prévue.

#### 8.1.4 Fiche d'intervention

Les dépannages effectués en dehors des jours et heures ouvrables seront détaillés sur une fiche d'intervention (identique au rapport d'intervention décrit ci-dessus) par le technicien de l'entreprise et signée par l'officier de permanence de l'hôpital, seul habilité à demander l'intervention et à signer ce document.

L'ensemble de ces fiches sera classé dans un registre d'entretien réglementaire des installations de sécurité incendie.

Chaque intervention doit faire l'objet d'une fiche d'intervention détaillée avec notification de l'heure d'arrivée et l'heure du départ du technicien qui sera remis au niveau du PC et qui devra être validé par le représentant de l'établissement, le chef du service sécurité incendie, dans un délai :

- de 24h dans le cadre des interventions correctives ;
- de 15 jours dans le cadre des maintenances préventives (sauf défaillance importante).

La non-transmission d'une fiche d'intervention entraînera l'application de la pénalité prévue.

### 8.2 Réunions

Dans un délai d'un mois suivant la date de notification, une réunion de lancement se tiendra entre le conseiller incendie et le titulaire afin de finaliser les démarches administratives et faire un rappel sur les principaux points du CCTP.

Une réunion de synthèse semestrielle sera organisée pour permettre un suivi de l'exécution du marché. Le responsable du contrat au sein de l'entreprise doit être obligatoirement présent à cette réunion.

Cette réunion comportera notamment la présentation et la synthèse des différents rapports préventif et correctif, les levées de réserves émises par le bureau de contrôle, les prochaines planifications de travaux et recommandations pour une normalisation des installations suivant les nouvelles réglementations.

Le titulaire doit présenter à l'établissement, deux semaines avant la date prévue de la réunion, toutes pièces justificatives qui seront présentées lors de la réunion.

Au fur et à mesure de l'avancement du contrat, la fréquence peut être adaptée en fonction des nécessités de service.

Au cours de l'exécution du contrat, des réunions diverses peuvent être organisées à tout moment à l'initiative des établissements du site. La présence du responsable du contrat peut être demandée.

L'objectif de ces réunions est d'effectuer le bilan précis du bon fonctionnement réglementaire des installations et de fixer des priorités dans les éventuelles modifications à envisager.

La non-réalisation de ces réunions entraînera l'application de la pénalité prévue.

### 8.3 Compte-rendu de réunion

Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu établi par le titulaire. Il sera remis dans un délai de 15 jours.

Ce compte-rendu mentionnera notamment les actions à mener par le titulaire avec une date d'échéance. Ce dernier devra impérativement rendre compte par écrit à l'établissement de la réalisation ou de l'état d'avancement des dites actions dans les 2 jours suivant la date d'échéance.

La non-transmission de ce compte-rendu de réunion entraînera l'application de la pénalité prévue.

### 8.4 Bilan annuel

Le titulaire s'engage à fournir annuellement un bilan complet des installations au chef du service sécurité incendie, il s'engage également à fournir un historique des appels sur les six derniers mois ou l'année complète sur simple demande du chef du service sécurité incendie et comportant au moins les renseignements suivants dans un délai de 15 jours à compter de la demande :

- le bilan technique fera obligatoirement état du quantitatif précis en place, intégrant les rajouts de matériels en cours d'année ;
- un état des prestations exécutées par le titulaire durant les visites d'entretien et leur périodicité ;
- les anomalies constatées ;
- les pièces échangées ;
- l'état des pièces d'usure.

La non-transmission du bilan annuel entraînera l'application de la pénalité prévue.

## **ARTICLE 9 – PLAN DE PROGRES**

Le titulaire doit donner des indications sur les principes généraux et la nature de ce qu'il est en mesure de réaliser dans le cadre d'un plan de progrès qui doit permettre de prendre en compte le développement durable dans toutes ses composantes (économique, sociale et environnementale).

Une fois par an, au cours de la réunion annuelle de suivi de la prestation, des actions de progrès seront proposées. Elles devront donner lieu à l'amélioration sur laquelle s'est engagé le titulaire (organisation, communication, protocoles et méthodologies, technique et sécurité, relations humaines...).

Le niveau de précision de ce plan de progrès sera un élément apprécié par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'analyse des offres (cf. annexe 7 de l'acte d'engagement).

La première année d'exécution est considérée comme une année d'appréhension et de connaissance du site.